

Go Sport : le distributeur d'articles sportifs placé en redressement judiciaire

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 1 heure,
Mis à jour il y a 6 minutes

«Par un jugement solidement motivé, le tribunal (...) a constaté l'état de cessation des paiements de la société Groupe Go Sport et a ouvert une procédure en redressement judiciaire», a déclaré ce jeudi le parquet de Grenoble.

Le tribunal de commerce de Grenoble a placé jeudi le distributeur d'articles sportifs Groupe Go Sport en redressement judiciaire après avoir constaté son état de cessation de paiement.

«Par un jugement solidement motivé, le tribunal (...) a constaté l'état de cessation des paiements de la société Groupe Go Sport et a ouvert une procédure en redressement judiciaire», a annoncé le parquet de Grenoble dans un communiqué. Il a précisé que «la société Go Sport France n'est pas déclarée en cessation des paiements, mais sa situation sera impactée par celle de sa société mère», par ailleurs visée par une enquête préliminaire pour «abus de bien social». Cette décision survient alors que le parquet de Grenoble a ouvert en novembre 2022 une enquête pour «abus de bien social» concernant Groupe Go Sport, en après que «les commissaires aux comptes ont transmis plusieurs révélations de faits délictueux». Concernant le redressement judiciaire, le parquet a expliqué que «deux administrateurs et deux mandataires judiciaires ont été désignés pour une première période d'observation de six mois, afin de gérer l'entreprise dans le meilleur intérêt des salariés et des créanciers, sous le contrôle des juges et du parquet».

Des salariés en attente

Dans sa décision, le tribunal a constaté que Groupe Go Sport se trouvait en cessation des paiements, citant le rapport du cabinet Eight Advisory & Associés établissant au 5 janvier un passif s'élevant à plus de 14 millions d'euros. Fin décembre, après une première audience, la justice avait donné à un juge enquêteur la mission de «faire un état précis de la situation financière» du groupe et de sa filiale Go Sport France, avec l'aide de ses cabinets d'audit et de ses commissaires aux comptes. Les 2160 salariés en France de Go Sports attendaient anxieusement la décision, quelques semaines après la liquidation de Camaïeu - qui appartenait au même groupe (Hermione, People & Brands), branche distribution de la Financière immobilière bordelaise (FIB), un fonds d'investissement de l'homme d'affaires bordelais Michel Ohayon.

Les représentants syndicaux et le comité social et économique central (CSEC) avaient questionné la santé financière du groupe, s'alarmant notamment sur une remontée de 36 millions d'euros de trésorerie de Go Sport vers sa maison-mère, le groupe HPB.